

M. Hollande, vous devriez renoncer à votre fonction, dans l'intérêt de la France

Monsieur le Président de la République,

Je suis un simple citoyen, et je vous parlerai donc simplement, et en citoyen. Dimanche 24 mars, a eu lieu la Manif pour Tous, qui a vu plus d'un million de Français battre le pavé pour s'opposer au projet de loi sur le mariage gay que vous et votre ministre de la Justice défendez. Malgré toutes les interdictions concernant le lieu de cette manifestation, malgré toute la propagande diffusée complaisamment par la presse tentant de décourager les Français en leur promettant un échec de la mobilisation (100.000 personnes attendues, avez vous ordonné à la presse d'annoncer), malgré le froid et malgré le dénigrement de la précédente manifestation qui n'a semble-t-il pas provoqué de questionnement profond au sein de votre gouvernement, malgré tout ceci, donc, nous sommes revenus, pour vous signifier notre hostilité à ce projet de loi. Toutefois, soyons honnêtes, cette fois-ci, beaucoup de Français sont aussi venus vous dire que la politique que vous leur imposez ne leur convient plus, si tant est qu'elle ne leur ait jamais convenu. Je veux croire, Monsieur le Président, que vous en avez pris pleinement conscience, avant même la manifestation proprement dite, ce qui expliquerait ces efforts désespérés mis en place pour en faire un échec. Force est de constater aujourd'hui que vos efforts n'ont servi à rien : Nous étions plus d'un million dans la rue (et peu importe votre estimation grossièrement minimisée, les documents que tout le monde a vu en font foi), et demain, nous y reviendrons.

En prélude à la manifestation, et en marge de celle-ci, se sont par ailleurs déroulés des faits graves, très graves, et

qui compromettent sérieusement la nature démocratique de notre Nation. C'est pourquoi je vous demande, en qualité de simple citoyen qui a le droit d'obtenir des réponses, de répondre aux quelques questions qui suivent :

Vous, Président de la "justice partout", trouvez-vous normal qu'on prive des citoyens français de la liberté de manifester sur l'Avenue des Champs-Élysées, alors que cette dernière est régulièrement le théâtre de manifestations spontanées et donc non autorisées, au cours desquelles des drapeaux étrangers sont déployés et des slogans anti-français proférés en toute impunité, sans que les forces de police et de gendarmerie ne reçoivent l'ordre de les arrêter ?

Vous, Président de la "France apaisée", trouvez-vous normal de minimiser de manière honteuse et grotesque le nombre de Français venus vous adresser un message, et de balayer d'un revers de main l'inquiétude de nos compatriotes en vous acharnant à faire voter des lois qui mettent en péril le fondement même de notre civilisation ?

Vous, Président de tous les Français, trouvez-vous décent de porter systématiquement votre regard vers l'Afrique (vers le Mali lors du 13 janvier, vers la Centrafrique le 24 mars) alors que le peuple de France gronde et vous crie massivement, sans ambiguïté, son inquiétude et sa colère ? Vous faut-il déclencher systématiquement des opérations militaires à l'étranger et endosser l'habit qui vous est trop large de "chef de guerre" pour feindre de ne pas entendre le peuple de France ?

Vous, Président des Bisous, trouvez-vous digne d'ordonner à des CRS de gazer des enfants (des enfants, et qui plus est des enfants de France, Monsieur le Président des Bisous !!) qui ont eu le malheur de ne pas être du bon côté de l'Arc de Triomphe lors d'une manifestation pacifique ?

Votre attitude est indigne des fonctions que vous prétendez

occuper. Comment expliquer aux Français que votre ministre de l'Intérieur se refuse à condamner l'usage d'une force disproportionnée, et rappelant les "heures les plus sombres de notre Histoire", selon la formule consacrée, face à des familles et des enfants venus manifester pacifiquement, alors que ce même ministre ordonne à ses troupes de ne pas intervenir avec la force qui s'impose face aux bandes de petits barbares qui, armés lourdement et animés d'une haine de notre Nation, pourrissent nos banlieues, nos villes, et s'en prennent chaque jour nos compatriotes en toute impunité ?

Le 7 juin 2012, vous avez offert aux Français un spectacle étonnant dans une école primaire, en venant glaner bisous et affection auprès de nos jeunes enfants. Vous avez, au cours de cette visite, proclamé être le "Président des Bisous". Dimanche, vous avez montré à la France, et au Monde, quels "bisous" vous avez l'intention de donner à notre jeunesse : Des "bisous" offerts à la matraque et au gaz lacrymogène par votre garde rapprochée. Vous n'êtes pas digne du titre que vous vous êtes arrogé.

Pendant que votre ministre Manuel Valls s'époumonait lundi sur les plateaux de télévision à refuser de présenter quelque excuse que ce soit à ces enfants que vous avez fait charger, vous êtes allés présenter vous-même les excuses de la France pour des ressortissants indiens tués sur une zone de combat en Centrafrique. Certes, cet accident est à déplorer, mais sur une zone de combats, il est hélas fréquent que de tels accidents se produisent. Sur une zone de paix, en plein cœur de Paris, en revanche, c'est inacceptable ! Où sont donc vos priorités, Monsieur le Président des Bisous ?

Vous avez affirmé être le président de la jeunesse et de la justice le soir de votre élection. De quelle jeunesse êtes-vous le protecteur ? Protégez-vous la jeunesse de France qui vient avec des ballons vous dire que la famille traditionnelle doit rester le socle de notre civilisation ? Ou protégez-vous la "jeunesse" armée des quartiers dits "sensibles" qui

quotidiennement font usage de leurs armes de guerre sur nos concitoyens, sur nos policiers, sur nos gendarmes, sur nos pompiers, sur nos médecins, sur nos mairies, sur nos écoles, et qui pourtant ne sont pratiquement jamais interpellés ? De quelle justice êtes-vous le garant ? De celle qui devrait autoriser le peuple français à défiler sur les Champs-Élysées, symbole de la France éternelle, en brandissant fièrement son drapeau tricolore, ou de celle qui refuse de condamner les délinquants, les criminels, les récidivistes, face à laquelle notre police a ordre de ne pas intervenir, afin de maintenir la paix sociale, quitte à accepter l'inacceptable sur le sol de notre Patrie ?

Monsieur le Président de la République. Notre manifestation du 24 mars a-t-elle été "consistante" ? Allons-nous être enfin entendus ? Allez-vous enfin donner la parole au peuple, et prendre conscience que lorsque plus d'un million de Français occupent la rue pour vous envoyer un message, un référendum est de mise, quel que soit le sujet abordé, d'ailleurs ? Allez-vous enfin vous comporter en démocrate ? Où allez-vous continuer de donner des leçons de démocratie à Bachar El-Assad tout en ordonnant à votre garde rapprochée de gazer et de matraquer des enfants Français en plein cœur de Paris ?



La France vous a vu, Monsieur le Président des Bisous. Le monde vous a vu. La

dignité commanderait qu'après un tel spectacle, vous renonciez à vos fonctions. Hélas, la dignité se trouve, désormais, plus dans la rue que dans votre palais. Dites-vous bien cependant que tôt ou tard, les Français, puis l'Histoire, jugeront vos actes. C'est inévitable.

Nicolas Albin

citoyen de France.